



# LU POUR VOUS

«Le Figaro»  
Edition du 29 Aout 2016

LE FIGARO

## Jean Claude Delage : « Nous ne sommes pas les gardes-barrière des Anglais ! »

**SECURITÉ :** SECRÉTAIRE GÉNÉRAL du syndicat de police Alliance (**MAJORITAIRE**), Jean-Claude Delage estime qu'il faut revoir l'emploi des forces de l'ordre à Calais.



**LE FIGARO. - VOUS AVEZ FAIT PRENDRE LE POULS DU TERRAIN À CALAIS. QUE VOUS DISENT VOS TROUPES ?**

Jean-Claude DELAGE. - Les hommes n'en peuvent plus. Les CRS sont devenus des vigiles qui surveillent la distribution des repas et même les prises de douche des migrants. Est-ce bien leur rôle ? Au-delà même du coût exorbitant de cette politique, il y a la violence subie chaque nuit désormais par les unités sur le terrain. Ce n'est plus supportable. Les policiers français ne sont pas les gardes-barrière des Anglais ! Dans cette affaire, nos forces n'ont que des coups à prendre. Il faut que cela cesse.

**MAIS SI LA FRANCE LÈVE LES BARRAGES, LES ANGLAIS NE SE CONTENTERONT-ILS PAS DE NOUS RENVOYER LES MIGRANTS QU'ILS ONT PU INTERCEPTER ?**

Ce qui est certain, c'est que la police française ne pourra pas tenir longtemps, vu la pression à Calais. Il faut sortir de ce guêpier par un règlement politique du dossier. La question se pose avec d'autant plus de force que la Grande-Bretagne a signifié par son Brexit qu'elle se détachait des règles communes de l'Union européenne. Pendant combien de temps encore va-t-on distraire les policiers français de leur mission de sécurité des personnes et des biens sur le territoire national, alors que nous sommes en plein état d'urgence, du fait de la menace terroriste ?



**QUE FAIRE DANS L'IMMÉDIAT ?**

Il faut vider cette « jungle » et cesser d'épuiser les effectifs de police dans des missions de gardiennage. Inévitablement, il faudra renégocier les accords avec les Britanniques. Car tout endurer à leur place en échange de quelques millions d'euros par an pour installer des grillages et des caméras, cela ne fait pas une politique ! La région de Calais est aujourd'hui sinistrée, la population exaspérée. Demain, il y aura peut-être un policier tué en intervention, vu le climat de tension. Et je ne parle pas du risque d'un acte d'autodéfense de la part des habitants les plus exposés. Au nom de quoi devrions-nous maintenir à tout prix en France des gens qui veulent aller ailleurs ? C'est une question qu'il faut trancher et vite.

